

## Procès-verbal du comité syndical - Socle commun

### Séance du 17 février 2026

Le dix-sept février deux mille vingt-six, à 9 heures 30, le comité syndical, dûment convoqué le onze février deux mille vingt-six, s'est réuni au siège de l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris et, à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 111

Nombre de délégués présents ou représentés : 63 (dont 24 pouvoirs)

Étaient présents :

#### **Titulaires (37) :**

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tuder (Bagneux), Stéphanie Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Marc Feugère (Châtenay-Malabry), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Serge Kehyayan (Clamart), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Philippe Robert (Le Bourget), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Vincent Soulage (Nanterre), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Franck-Eric Baum (Orly), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Christophe Piercy (Saint-Denis), Luc Alonso (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Sophie de Lamotte (Suresnes), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Jean-Claude Le Roux (Yerres), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), David Daoulas (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile de France).

#### **Suppléants avec voix délibératives (2) :**

Louise Bompaire et Luc Mauvarin (GPSO).

#### **Suppléant sans voix délibérative (1) :**

Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes).

#### **Excusés ayant donné pouvoir (24) :**

Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) à Frédéric Sitbon, Edith Felix (Bagnolet) à Bruno Tuder, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Marie-Hélène Magne, Marius Tchendjou (Epinay-sur-Seine) à Serge Kehyayan, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) à Christophe Bernier, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Geneviève Gaillabaud, Marc Frot (Le Plessis-Tréville) à Serge Kehyayan, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Sylvie Simon-Deck, Marine Renavand (L'Hay-les-Roses) à Sophie Deschiens, Olivier Stern (Montreuil) à Vincent Soulage, Pierrick Amella (Pantin) à Christophe Piercy, Julie Lefebvre (Romainville) à Christophe Piercy, Patrick Leroy (Rungis) à Jean-Marie Ballet, Capucine du Sartel (Saint-Cloud) à Patrice Pattée, Michel Budakci (Saint-Maurice) à Abdallah Benbetka, Nicolas Moreau (Vaucluse) à Bertrand-Pierre Galey, Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson) à Marc Feugère, Mickaël Rigault et Patricia Vavassori (GPGE) à Robin Louvigné, Patrick De La Marque (GPSO) à Louise Bompaire, Thierry Siouffi (GPSO) à David Daoulas, Hervé Lièvre et Bernard Roche (GPSO) à Luc Mauvarin, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud.

**Excusés :** Emmanuel Serot (Alfortville), Kristian Bolle-Dalliah (Choisy-le-Roi), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Bruno Guerra (Garches), Medhi Hafsi et Marie-Line Clarin (La Courneuve), Sophie Bosquillon (L'Île-Saint-Denis), Farid Hemedi (Malakoff), Jean-Philippe Daviaud (Paris), Claude Majeux (Saclay), Brigitte Pinaudt (Saint-Cloud), Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay), Françoise Lecoufle (Département du Val-de-Marne).

Total des voix : **1 763,77 voix**

Assistaient également à la séance : Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Sédik Chekir, Responsable service finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Socle commun) du 9 décembre 2025

2. Délibérations :

2026 01 - Modification des statuts de l'Agence :

Article 8-2 - Financement des conséquences de la fin du service public Autolib'

Article 9-1 - Composition

Article 9-4 – Fonctionnement

2026 02 - Modification du règlement intérieur du comité syndical et du bureau

2026 03 - Retrait de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir avec projet de convention de liquidation

2026 04 - Retrait de la commune de Yerres

2026 05 - Retrait de la commune d'Enghien-les-Bains

2026 06 - Adhésion à l'Agence de la commune de Paray-Vieille-Poste

2026 07 - Modification du tableau des emplois permanents et des effectifs

2026 08 - Création d'un emploi non-permanent pour un accroissement d'activité

2026 09 - Approbation de la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial du CIG

2026 10 - Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'

2026 11 - Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence

3. Points divers :

- Échanges sur la qualité de service de Velib' Métropole
- Échanges sur les contentieux en cours
- Échanges sur l'offre de service de l'Agemob en matière de mobilités partagées
- Préparation de la nouvelle mandature

Monsieur Frédéric Sitbon est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance : Pour **1 763,77 voix**.



## **1. Approbation du procès-verbal (socle commun) du 9 décembre 2025**

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du socle commun du 9 décembre 2025.

Pour 1 763,77 voix

Le procès-verbal du comité syndical du 9 décembre 2025 est approuvé à l'unanimité.

## **2. Délibérations**

### **2026 01** – Modification des statuts de l'Agence

**Le Président** donne la parole à Malik Salemkour.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, rappelle qu'il y a 8 ans, le comité syndical constatait la résiliation de la délégation de service public (DSP) Autolib'. Cela a eu pour conséquence de rendre aux collectivités qui avaient délégué cette compétence au Syndicat, les bornes et stations qui avaient été installées sur leur territoire et pour leur compte.

Compte tenu du contentieux avec la SAS Autolib' sur le montant des indemnités dues et particulièrement sur la valeur nette comptable des biens de retour, le Syndicat n'était pas en capacité, en 2018 avec le comptable public, d'inscrire ces bornes et stations à l'actif du patrimoine du Syndicat afin de pouvoir les remettre aux communes comme biens de retour de la DSP.

Aussi, il a été proposé d'adapter nos statuts avec le principe d'une convention de mise à disposition transitoire de ces bornes et stations Autolib', le temps du contentieux.

Une procédure a enfin été trouvée avec le comptable public, permettant d'intégrer les bornes et les stations, désormais complètement amorties, dans les actifs du Syndicat pour un montant de 0€.

En conséquence, par parallélisme des formes, il est proposé d'ajouter un paragraphe à l'article 8-2 des statuts stipulant les modalités de fin de ces conventions transitoires par l'ajout du principe d'un avenant, qui permettront ensuite aux collectivités concernées de disposer enfin librement de ces bornes et stations, avec des options de réutilisation, rénovation, exploitation ou démontage.

Enfin, il précise qu'il sera nécessaire que l'ensemble des collectivités adhérentes prennent une délibération spécifique pour adopter cet avenant, parallèlement les comptables publics les intégreront dans les patrimoines de chacune des collectivités comme tous biens publics.

**Le Président** propose de donner la parole aux élus avant de poursuivre sur la modification des autres articles du statut.

**Un représentant** demande si l'avenant concernera les collectivités ayant demandé leur retrait de l'Agence et si elles pourront disposer des bornes et stations.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, répond que oui et précise que toutes les collectivités qui avaient transféré la compétence Autolib' et qui ont demandé leur retrait reprendront naturellement ces biens de retour avec la fin de la mise à disposition via cet avenant, sauf éventuellement si elles n'avaient pas délibéré sur cette reprise de compétence.

Il informe ensuite les membres que la modification de l'article 9.1 est plus institutionnelle. En effet, dans le cadre des représentations des établissements publics territoriaux (EPT), il est proposé qu'ils soient représentés par un nombre égal de communes adhérentes à l'EPT, majoré d'un représentant supplémentaire.



Cette proposition s'inscrit dans la démarche d'une demande d'adhésion de Plaine Commune qui est compétent en matière de voirie et sera de ce fait un interlocuteur pratique pour le déploiement de Velib'.

Il termine en expliquant que la modification de l'article 9-4 permettra à chaque membre élu au comité syndical d'être détenteur de trois pouvoirs afin de garantir le quorum notamment pour la prochaine séance du 19 mai, puisque ce seront les représentants actuels qui devront siéger et ce jusqu'à l'installation du nouveau comité syndical qui aura lieu certainement au mois de juin 2026.

Avant de donner la parole aux membres, **le Président** indique que la perspective de l'adhésion de Plaine Commune est une bonne nouvelle et remercie Christophe Piercy qui a beaucoup travaillé sur ce sujet.

**Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont)** souhaite savoir d'une part, s'il est question des EPT ou des EPCI et demande qu'on lui indique la bonne terminologie ; d'autre part, elle se demande si ce sont les anciens membres qui siégeront au bureau et comité syndical du mois de mai quand bien même les communes auront élu les nouveaux membres.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, répond que ce sont bien les EPT qui sont concernés, EPCI particuliers (article L5219-2 du CGCT) qui sont adhérents à l'Agence, actuellement GPSO et GPGE.

Concernant la transition, il précise que lorsque l'ensemble des collectivités aura désigné ses nouveaux représentants, nous pourrons organiser l'installation du nouveau comité syndical prévu courant juin. Par conséquent, ce sont bien les anciens membres qui seront convoqués à la séance de mai.

**Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine)** souhaite revenir sur la proposition d'un membre supplémentaire pour les EPT.

**Le Président** répond que tous les EPT qui adhèrent à l'Agence et ceux qui adhéreront bénéficieront d'un délégué supplémentaire. Il précise que cela ne changera pas le nombre global des voix pour chaque territoire puisque pour le vote le nombre total de voix de l'EPT sera réparti en fonction du nombre de représentants.

**Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine)** se réfère à sa commune appartenant à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre qui regroupe 24 communes dont Arcueil et Cachan. Si c'est l'EPT qui détient la compétence, cela voudrait-il dire que ces collectivités ne pourront plus voter ?

**Le Président** répond que cet EPT n'a pas la compétence dans le domaine des mobilités et qu'il n'est pas adhérent à l'Agence. De ce fait, les communes d'Arcueil et de Cachan seront représentées en tant que telles.

**Christophe Piercy (Saint-Denis)** confirme la volonté de l'EPT Plaine Commune d'adhérer à l'Agence et approuve la proposition d'un représentant supplémentaire qui permettra de fluidifier les échanges, de faire en sorte que tout le monde soit représenté et qu'il y ait une parfaite collaboration entre le niveau territorial et communal.

De plus, il indique que Plaine Commune dans son conseil de territoire va demander la prise de compétence pour la location de vélos en libre-service. L'objectif est que les cinq communes qui font partie de l'EPT et qui sont adhérentes à l'Agence lui transfèrent cette compétence. Une fois que toutes les procédures de consultation seront achevées et les délibérations rédigées, l'EPT pourra entamer les démarches pour demander son adhésion à l'Agence, ce qui permettra non seulement de transférer les stations existantes mais aussi de compléter le maillage, notamment au Nord de l'agglomération où il y a des besoins de mobilité, par exemple entre Argenteuil et Saint-Denis. Il y a une volonté de pouvoir densifier le réseau et faire en sorte que ce mode de déplacement ne soit pas seulement réservé à la petite couronne proche de Paris.

**Luc Mauvarin (Grand Paris Seine Ouest)** demande une clarification concernant le nombre de voix de GPSO avec l'ajout d'un représentant supplémentaire.



**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, explique que le nombre de voix de GPSO est déterminé par le nombre global de stations (Autolib' + Velib'). Actuellement, GPSO compte 8 représentants. Par conséquent, actuellement, le nombre total de voix est divisé par 8. Avec un représentant de plus, ce nombre total sera divisé par 9.

**Le Président** demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 01 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1<sup>er</sup> : **APPROUVE** les statuts de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, tels qu'annexés à la présente délibération, et notamment les modifications des articles 8-2, 9-1 et 9-4, ainsi que l'adjonction, en annexe 3 bis des statuts, du projet d'avenant à la convention d'utilisation du domaine public des stations et Espaces Autolib'.

Article 2 : **CHARGE** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

**2026 02** - Modification du règlement intérieur du comité syndical et du bureau

**Le Président** redonne la parole à Malik Salemkour.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, ajoute que comme pour la modification des statuts, les 3 pouvoirs sont également déclinés dans le règlement intérieur d'où cette délibération de conformité.

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet la délibération 2026 02 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE**, le règlement intérieur ci-annexé.

**2026 03** - Retrait de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir avec projet de convention de liquidation

**Le Président** donne la parole à **Malik Salemkour**.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, rappelle qu'en 2016, la CA Plaine Centrale a adhéré au Syndicat puis a été intégrée à GPSEA s'y substituant comme membre. En 2017, GPSEA a décidé de ne pas garder cette compétence et a demandé son retrait du Syndicat, parallèlement à l'adhésion de Créteil et Alfortville souhaitant adhérer à Velib', à la différence de la commune de Limeil-Brévannes qui n'était pas intéressée.

Avec le contentieux Autolib', le Syndicat n'a pas répondu à l'époque à cette demande de retrait. GPSEA a alors saisi le tribunal administratif qui a jugé, en 2024, que GPSEA s'était retiré du Syndicat en 2017. Cependant, en 2025, la cour d'appel a considéré qu'il demeurerait membre de l'Agence tout en ayant repris sa compétence Autolib'. La question du respect de la procédure de retrait du Syndicat et des indemnités conséquentes reste pendante.

Afin de clarifier la situation de GPSEA, la cour de cassation a été saisie, l'enjeu étant de connaître la date de son retrait effectif et de pouvoir obtenir au moins la quote-part d'indemnité versée à la SAS Autolib', avec tous les cas la remise des biens de retour de la DSP, 5 stations avec bornes de recharge installées sur le territoire de Limeil-Brévannes.

C'est pourquoi il est proposé d'accepter la demande de retrait de GPSEA faite en 2017, de procéder à la remise des biens de retour et d'arrêter les montants des indemnités de retrait dus au regard des deux hypothèses de liquidation ci-après selon la décision de la Cour de cassation, sauf accord préalable :

- l'EPT est reconnu comme demeurant membre du Syndicat, il sera alors redevable de l'ensemble des contributions au fonctionnement du Syndicat de 2018 à 2025 inclus, à laquelle s'ajoute la contribution de fonctionnement à l'Agemob pour l'année 2026 selon la date de retrait effectif de l'EPT, soit d'un montant de 406 520,89 € ;
- l'EPT est reconnu comme ayant perdu la qualité de membre du Syndicat à compter du 21 juin 2017, il ne sera pas redevable desdites contributions de fonctionnement ; en revanche, il reste redevable de sa quote-part de l'indemnité due à l'ancien délégataire du service Autolib' pour un montant de 336 772,64 €.

Il termine en indiquant que le projet de convention a été transmis à GPSEA pour avis et précise que ce retrait sera soumis à l'approbation du préfet qui aura la charge le cas échéant d'arrêter les montants des indemnités dues par GPSEA sur la base des présentes demandes de l'Agemob.

Il ajoute que pour les prochaines échéances de renouvellement général des collectivités, suite au jugement de la Cour d'appel qui s'applique, le ou la président.e de GPSEA recevra comme membre de l'Agemob la convocation pour l'installation du comité syndical de l'Agence.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 03 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 40 voix\*  
Pour : 1 723,77 voix  
\* Créteil + Le Pré Saint-Gervais

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : ACCEPTE la demande de retrait du Syndicat formulée par l'EPT GPSEA.

ARTICLE 2 : AUTORISE, en conséquence, la remise des biens de retour de la DSP Autolib' tel qu'arrêtés au procès-verbal de remise des biens de retour par la SAS Autolib' sur le territoire de l'EPT à Limeil-Brévannes conformément à la convention de liquidation prévue en article 3 de la présente délibération.

ARTICLE 3 : APPROUVE le projet de convention de liquidation et charge le Président de son exécution et d'en amender les montants si nécessaire.

ARTICLE 4 : AUTORISE le Président à saisir les Préfets compétents sur le fondement de l'article L. 5211-25-1 du CGCT en cas de défaut d'accord de l'EPT sur le projet de convention de liquidation.

ARTICLE 5 : CHARGE Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : DIT que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le préfet, et au Président de l'EPT GPSEA.

**2026 04** - Retrait de la commune de Yerres

**Le Président** donne la parole à Malik Salemkour



**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, indique que la commune de Yerres se trouve en dehors du périmètre de la Métropole du Grand Paris (MGP) et donc dans l'incapacité de pouvoir bénéficier du service Velib'. Elle était adhérente depuis 2013 avec 3 stations Autolib' déployées sur son territoire. Il indique qu'en 2025, Yerres a délibéré sa demande de retrait de l'Agence et a procédé au règlement de l'ensemble des sommes qui étaient dues du fait de la résiliation de la DSP. Il est donc proposé d'accepter cette demande. De plus, il est également proposé de l'exonérer des frais de fonctionnement de l'Agence pour 2026 étant donné que leur demande de retrait remonte à 2025. Les stations et bornes de recharge Autolib' seront remises comme bien de retour de la DSP Autolib' avec la signature de l'avenant à la convention de mise à disposition transitoire dont le modèle a été voté précédemment dans les statuts de l'Agemob.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 04 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : APPROUVE le retrait de la commune de Yerres de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 2 : MODIFIE en conséquence l'annexe 2 des statuts de l'Agemob adoptés le 7 avril 2025 et mise en annexe 1 de la présente délibération.

Article 3 : DECIDE d'exonérer la commune de Yerres de la contribution de fonctionnement 2026, ayant demandé son retrait de l'Agemob en juin 2025.

Article 4 : AUTORISE la remise ultérieure des biens de retour par la signature d'un avenant à la convention d'utilisation du domaine public des stations et Espaces Autolib' entre l'Agemob et la commune de Yerres selon le projet mis en annexe 2 de la présente délibération.

#### **2026 05** - Retrait de la commune d'Enghien-les-Bains

**Le Président** donne la parole à Malik Salemkour.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, indique qu'au même titre que la commune de Yerres, la commune d'Enghien, hors du périmètre de la MGP a demandé son retrait de l'Agence en 2025, et a aussi effectué le paiement des sommes dues du fait de la résiliation de la DSP. Il n'y a donc aucune raison de s'opposer à son retrait et de procéder à la remise des biens de retour de la DSP par avenant à la convention de mise à disposition.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 05 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : APPROUVE le retrait de la commune d'Enghien-les-Bains de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 2 : MODIFIE en conséquence l'annexe 2 des statuts de l'Agemob adoptés le 7 avril 2025 et mise en annexe 1 de la présente délibération.

Article 3 : DECIDE d'exonérer la commune d'Enghien-les-Bains de la contribution de fonctionnement 2026, ayant demandé son retrait de l'Agemob en juin 2025.

Article 4 : AUTORISE la remise ultérieure des biens de retour par la signature d'un avenant à la convention d'utilisation du domaine public des stations et Espaces Autolib' entre l'Agemob et la commune d'Enghien-les-Bains selon le projet mis en annexe 2 de la présente délibération.

## **2026 06** - Adhésion à l'Agence de la commune de Paray-Vieille-Poste

**Le Président** donne la parole à Malik Salemkour.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, explique que le conseil municipal de Paray-Vieille-Poste a délibéré le 1<sup>er</sup> décembre 2025 sa demande d'adhérer à l'Agence, de transférer la compétence de location de vélos en libre-service et d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'.

Cette adhésion s'inscrit dans le cadre du plan vélo ADP déployé à l'échelle de la plateforme aéroportuaire de Paris-Orly et permettra la signature d'une convention tripartite entre l'Agence, la commune et le groupe ADP, pour le déploiement du service Velib' sur ce territoire.

**Le Président** rajoute que cette adhésion va permettre de faire le déploiement du service sur la plateforme aéroportuaire. C'est pourquoi il est nécessaire de faire adhérer Paray-Vieille-Poste afin d'assurer l'équilibre économique de l'activité autour de l'aéroport d'Orly et ainsi permettre à des nombreuses personnes travaillant sur place de se déplacer au sein de l'aéroport et autour de la commune d'Orly.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Luc Mauvarin (GPSO)** demande la date à laquelle la convention tripartite sera signée.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, répond que cela sera signé dès que la commune de Paray-Vieille-Poste aura adhéré à l'Agence.

**Luc Mauvarin (GPSO)** demande si la MGP sera associée au financement des stations sur ADP.

**Malik Salemkour**, Directeur juridique et de la commande publique, répond que le financement est identique à celui des autres stations Velib', soit 50 % par la MGP et 50 % par ADP en substitution de Paray-Vieille-Poste.

**Bertrand-Pierre Galey (GPSO)** indique qu'il conserve sa position de prudence sur les nouvelles adhésions afin de ne pas étaler notre champ d'intervention. Il ajoute qu'étant donné qu'Orly est déjà adhérente et qu'ADP est intéressé par l'installation des stations Velib', il s'abstiendra pour cette adhésion.

**Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont)** indique qu'elle n'est pas non plus favorable à une extension à l'infini du réseau Velib' et s'abstiendra également.



**Le Président** demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 06 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 110,375 voix\*  
Pour : 1 653,395 voix

\* Bois-Colombes, Charenton-le-Pont + Courbevoie, GPSO : Boulogne + Vaucresson, Issy-les-Moulineaux + Ville d'Avray, Meudon

Le comité syndical, après en avoir délibéré :

Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE l'adhésion de Paray-Vieille-Poste au socle commun de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 2 : APPROUVE le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Paray-Vieille-Poste à l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 3 : APPROUVE l'adhésion de la commune de Paray-Vieille-Poste à l'option Velib'.

Article 4 : MODIFIE en conséquence l'annexe 2 des statuts de l'Agemob adoptés le 7 avril 2025 annexée.

### **2026 07** - Modification du tableau des emplois permanents et des effectifs

**Le Président** donne la parole à Fabienne Puig.

**Fabienne Puig**, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, indique qu'il est proposé de modifier le tableau des emplois permanents pour ouvrir l'emploi de comptable aujourd'hui relevant du cadre d'emplois des rédacteurs (B) au cadre d'emplois des adjoints administratifs (C) afin d'élargir le vivier de recrutements.

Concernant l'emploi de gestionnaire carrière et paie qui relève actuellement du cadre d'emplois des adjoints administratifs (C), il est proposé d'ouvrir cet emploi au cadre d'emplois des rédacteurs (B) en attendant l'admissibilité de l'agent à ce concours.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 07 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**APPROUVE** l'ouverture de l'emploi de comptable au cadre d'emplois des adjoints administratifs et l'emploi de gestionnaire carrière et paie au cadre d'emplois des rédacteurs.

**FIXE** le tableau des emplois permanents de l'Agence comme suit :

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
1	Directeur.rice du Syndicat	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 ou 8 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
2	Directeur.rice juridique et commande publique	A	Attachés	Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
3	Responsable carrière et paie						
4	Chargé.e de mission RSE						
5	Directeur.rice communication et marketing						
6	Chargé.e de communication						
7	Chargé.e de communication						
8	Juriste / Chargé.e de la commande publique	A	Attachés	Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
9	Adjoint.e au/à la Directeur.rice de l'administration générale et RH	A+/A	Administrateurs Attachés	Administrateur Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 7, 6 ou 5 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
10	Responsable budgétaire	A/B	Attachés Rédacteurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur princ. 2° cl Rédacteur prin. 1° cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 6 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027



N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
11	Comptable	B/C	Rédacteurs Adjoints administratifs	Rédacteur Rédacteur princ. 2e cl Rédacteur princ. 1re cl Adjoint administratif Adjoint adm. prin. 2e cl Adjoint adm. prin. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 3 et 4 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
12	Assistant.e des services						
13	Gestionnaire carrière / Paie						
14	Directeur.rice de l'administration générale et RH	A+/A	Administrateurs Ingénieurs en chef Attachés	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et 1027
15	Directeur.rice des techniques	A+/A	Ingénieurs en chef Ingénieurs	Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
16	Data Scientist	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
17	Responsable déploiement et exploitation	A/B	Ingénieurs Attachés Rédacteurs Techniciens	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur princ. 2e cl Rédacteur princ. 1re cl Technicien Technicien prin. 2e cl Technicien prin. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
18	Responsable des études et expertises	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
19	Chargé.e de mission nouvelles mobilités	A	Ingénieurs Attachés	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
20	Directeur.rice des finances	A+/A	Administrateurs Attachés Ingénieurs	Administrateur Administrateur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
21	Statisticien.ne / Cartographe	A	Attachés Ingénieurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
22	Contrôleur.euse des stations	C	Adjoints techniques Agents de maîtrise Adjoints administratifs	Adjoint technique Adjoint tech. princ. 2e cl Adjoint tech. princ. 1re cl Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2e cl Adjoint adm. princ. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 597
23							
24							
25							

**AUTORISE** dans le cas de recrutement infructueux d'un ou d'une fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.  
**DIT** que tous les emplois sont à temps complet.

**2026 08** - Création d'un emploi non-permanent pour un accroissement d'activité

**Le Président** donne la parole à Fabienne Puig.

**Fabienne Puig**, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, indique qu'afin d'anticiper les besoins, à la suite de la mutation d'un agent, il est proposé de créer, à la direction des finances, un emploi non permanent de gestionnaire comptable et budgétaire de catégorie B, au grade de rédacteur, pour assurer l'exécution comptable et assister le responsable dans le suivi budgétaire de l'Agence.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 08 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1<sup>er</sup> : DECIDE la création, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026, d'un emploi non permanent de gestionnaire comptable et budgétaire à temps complet, au grade de rédacteur de catégorie B, pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et pour une durée hebdomadaire de service de 37h30.

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois pendant une même période de 18 mois.



Article 2 : DIT que la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement comprise entre l'IB 389 et 597.

Article 3 : AUTORISE le Président à signer tous les actes afférents au contrat.

Article 4 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

**2026 09** - Approbation de la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial du CIG

**Le Président** donne la parole à Fabienne Puig.

**Fabienne Puig**, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, indique que la mission d'intérim proposée par le CIG Petite Couronne permet aux collectivités et établissements publics de pallier l'absence de fonctionnaires ou d'agents momentanément indisponibles.

Elle précise que le CIG est l'employeur, il recrute et rémunère l'agent. Le CIG transmettra chaque mois, une facturation établie par jour effectif de travail selon les modalités suivantes :

Effectif permanent de la collectivité	Facturation par jour de travail effectif		
	Agent catégorie A	Agent catégorie B	Agent catégorie C
≤ à 499 agents	220 €	170 €	150 €
500 à 1500 agents	250 €	200 €	180 €
Plus de 1500 agents	275 €	225 €	205 €

L'adhésion, dit-elle, se fait par convention et n'engage pas l'Agence à solliciter la mission mais permet de traiter les demandes de remplacement rapidement lorsqu'un besoin se présente.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 09 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : APPROUVE la convention-cadre du CIG Petite Couronne relative à l'adhésion à la mission d'intérim.

Article 2 : DIT que l'Agence pourra recourir à cette mission par la convention cadre et par le biais d'une demande d'une mission d'intérim.

Article 3 : AUTORISE le Président à signer ladite convention-cadre et tous les actes y afférents.

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012.

**2026 10** - Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'

**Le Président** indique que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2026 10 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 1 763,77 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : PRECISE que le recours à des minutes bonus n'est pas possible pour couvrir une ou les deux premières courses quotidiennes en VAE de la personne abonnée V-Max, celles-ci faisant l'objet d'une tarification spécifique. Ces dispositions sont intégrées dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Article 2 : Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

**2026 11** - Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

**Le Président** rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2026 11.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, prend acte du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 29 janvier 2026 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe de la présente délibération.

### **3. Points divers**

- Préparation de la nouvelle mandature

**Le Président** donne la parole à **Fabienne Puig** qui rappelle aux membres que leur mandat perdure jusqu'à l'installation du nouveau comité. Par conséquent, ils seront convoqués comme d'habitude pour le prochain comité syndical prévu le 19 mai, ainsi que pour le bureau syndical du 12 mai.

Pour préparer la nouvelle mandature, il est important que soient recueillis :

- les noms des représentants titulaires et suppléants désignés à l'issue des élections municipales au plus tard début juin pour l'installation du nouveau comité ;
- les fiches de renseignements (une pour le.la délégué.e titulaire et une pour le.la délégué.e suppléant.e) dûment renseignées et à retourner rapidement.

Il est impératif, d'avoir également les dates de naissance de ces délégués car, pour l'installation du nouveau comité syndical, le doyen assurera la présidence et le plus jeune le secrétaire de séance.

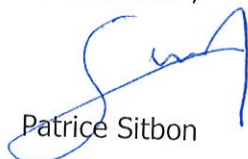
Enfin, elle demande aux membres de transmettre les coordonnées des personnes référentes aux sein des administrations des collectivités afin de leur adresser les fiches.



**Le Président** poursuit sur les points divers en donnant la parole à Thierry Pereira, Directeur technique sur les points relatifs à la qualité de service de Velib' Métropole et à l'offre de service de l'Agemob, puis à Malik Salemkour, pour les contentieux en cours.

*L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h45 et rappelle que le prochain comité syndical se tiendra le 19 mai 2026 à 9h30.*

Le Secrétaire,



Patrice Sitbon

Le Président,



Sylvain Raifaud

